

Sommaire :

Editorial

Politique :

Et l'UMP s'en est allé bouderpage 2

PMA, de gré ou de forcepage 3

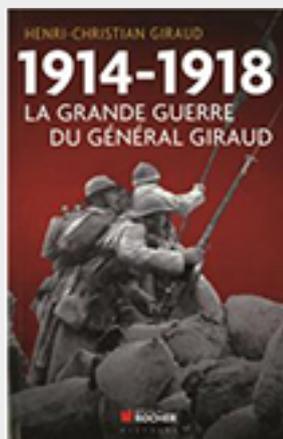
L'affligeante impunité des antifaspage 4

Toute Nation a le gouvernement qu'elle méritepage 5

Société :

Vers une nouvelle agriculture françaisepage 6 et 7

Le Livre du Mois



D'un nivellement des priorités

Alors que le Monde s'apprête à aborder l'une des grandes crises géopolitiques de cette nouvelle année, à l'heure où les chiffres du chômage explosent, où les entreprises ferment à tours de bras et l'anxiété du peuple français se fait chaque jour sentir un peu plus, nos inénarrables gouvernants - et la caste médiatique toute aussi méprisable - ont bien d'autres priorités : remaniement, théorie du genre et homofolie, immigration catalysée et angélisme pénal. Nous voilà donc prévenus.

La fameuse opposition maurrassienne entre pays réel et pays légal, c'est à dire l'ensemble des forces actives du pays face aux arrivistes patentés du système, s'y fait cruellement sentir et explique à elle seule la défiance généralisée du peuple pour ses politiciens. Deux mondes s'opposent, deux visions, deux réalités : comment faire coïncider ce monde politicien qui guette d'un oeil attentif tout mouvement ministériel et les interrogations quotidiennes des français sur le financement de leur vie ? Comment faire comprendre aux ministres, ces nantis du système, la dure réalité du travail physique d'un ouvrier ?

Les priorités diffèrent évidemment, par la déconnection de la réalité populaire des dirigeants du pays : sortis tout droit du moule de la fonction publique, passant par les écoles habituelles comme l'ENA, ils gravirent un à un les échelons de gratte-papiers pour étreindre, de leurs doigts boursoufflés, l'étendard tricolore de leur ministère. Montebourg, Ayrault, Hollande ou encore Duflot sont particulièrement représentatifs de cette déliquescence politique, et leurs prestations ministérielles s'en ressentent : surjouant, incapables de se passer de leurs conseillers sans faire d'erreurs politiques, incapables même de raison dans leurs envolées lyriques, comme en témoignent les dernières frasques Montebourgiennes.

En l'absence de subsidiarité, il est logique de voir le peuple tout attendre de l'Etat Providence qui, même s'il on ôtait les actuels relants oligarques, ne pourraient décemment répondre à toutes les inquiétudes. C'est dans la subsidiarité, c'est à dire le nivellement des compétences, que la France trouvera les moyens d'une véritable Restauration Nationale, unie autour du principe monarchique.



Et l'UMP s'en est allé bouder...



Du grotesque au ridicule. Si l'actuel Parlement français porte en son sein l'intrinsèque preuve de la défaite de l'intelligence au profit de l'arrivisme mesquin, il ne cesse de démontrer au Monde entier l'exécrable étendue de sa médiocrité politique. Ainsi, lors d'un échange entre le Député Goasguen et le Ministre Valls, ce dernier s'était fendu d'une invective assassine contre son interlocuteur, lui rappelant son passé « d'extrême droite », l'outrage suprême pour ces bienpensants attirés.

Le niveau politique de la remarque n'a d'égal que celui de la réponse qui lui fut donné. Face à l'écart lyrique du Sinistre El Blanco, ce fut le tollé général dans les rangs de la pseudo-droite française, qui a décidé de punir l'outrecuidant en boudant les Questions au Gouvernement (QAG) quelques jours plus tard. Des enfants de maternelle auraient eu le même raisonnement...

Une tare intrinsèque

Mais l'épisode, en sus bien sûr de la honte internationale qu'il amène, soulève de multiples questions, dont celle de la responsabilité des parlementaires, de leur conscience même de la charge qu'ils portent. Ont-ils seulement conscience qu'ils adoptent les lois, se faisant ainsi la voix du Législateur Rousseauiste ? Ont-ils seulement conscience qu'ils portent la parole de leurs citoyens, des français eux-mêmes, pour pouvoir avancer vers le Bien Commun ?

De Maurras à Barrès, en passant par Déroutède et bien d'autres, l'immense majorité des auteurs nationalistes ont démontré cette vérité qui explose aujourd'hui au grand jour : qu'importent les bonnes volontés et les belles intelligences, l'esprit parlementaire suscitera toujours ces divisions, ces pitoyables querelles stériles. Maurras écrivait : « le parlementarisme apparaîtra toujours comme le régime de la compétition des partis. Il signifiera l'oppression des minorités. Les chefs du parlementarisme ne représenteront jamais que des partis, des coteries, des rivalités personnelles, des querelles de clan ».

Des français conscients

Mais les français restent éminemment conscients de cette escroquerie politique parlementariste, comme le montre le récent sondage révélé par Valeurs Actuelles, où près de 50% étaient d'accords avec l'idée d'un régime où un « homme fort pourrait se passer de parlement ». Il est grand temps de mettre un terme à ce système parlementaire qui lie le grotesque à l'inutile, qui se permet de ridiculiser l'image française et, pire encore, de s'adonner à des querelles de cours de récréations à l'heure d'une grave crise nationale...



PMA, de gré ou de force



"Il faut s'attendre à tout en politique, où tout est permis, sauf de se laisser surprendre"

Charles Maurras

L'axiome politique ainsi défini par le Martingal pourrait aisément s'appliquer à la valse à trois temps, interprété avec mièvrerie et sans talent, par l'actuel gouvernement socialiste autour de l'épineux sujet de la légalisation de la PMA (Procréation Médicalement Assistée). Déjà éprouvés par la critique populaire lors des Manifs pour Tous contre la Loi Taubira, en 2012, les socialistes avaient déjà reculé sur la légalisation des PMA et GPA, annonçant tout et son contraire pour la fameuse « Loi sur la Famille » tant attendue.

Au début de cette année encore, le Ministre Bertinotti avait assuré, sur BFM, que « La PMA ne figurerait pas dans la loi famille », exact contraire des propos qu'elle avait tenu en Octobre 2013. De même, le Sinistre de l'Intérieur lui-même, Manuel Valls, avait inquiété –momentanément- l'inter-LGBT en assurant que «le gouvernement s'opposerait aux amendements parlementaires qui viseraient à introduire la PMA et la GPA dans le projet de loi sur la famille ».

Mais une nouvelle fois, l'indépendantiste guyanaise a décidé d'incarner la figure de proue gouvernementale dans cette vindicte contre la Famille et la filiation. En effet, la Loi sur le Mariage pour Tous laissait une once d'interprétation possible concernant l'adoption par la nouvelle « mariée » des enfants nés à l'étranger par PMA, ce qui permit à la Justice de condamner un couple de femmes, en Janvier dernier. Qu'à cela ne tienne : pour Taubira, cette possible interprétation sera

rendue impossible non par force de Loi, mais par note ministérielle, selon les journalistes de RMC. Exit donc le Législateur Rousseauiste et sa pseudo-divinité ; Adieu l'indépendance de la Justice : la PMA passera, de gré ou de force.

Ce petit exemple reste hautement représentatif de la fourberie gouvernementale. PMA, GPA ne sont pas abandonnés, mais attendent uniquement le bon moment pour pouvoir reparaître sur la Voie Publique, sans provoquer de manifestations ni de révoltes. La note de 2012 sur la GPA aurait dû convertir les plus incrédules : les gouvernants républicains n'ont que faire du Bon Sens et des institutions, seule l'idéologie compte.

En ce sens, la résistance relève de la veille patiente et courageuse des moindres soubresauts gouvernementaux sur ces sujets. Pouvoir mobiliser, en un temps réduit, le maximum de français contre ces atteintes aux valeurs fondamentales de la Patrie : c'est cela, la véritable résistance.



L'affligeante impunité des antifas

L'actuel gouvernement Ayrault Hollande aura réussi à porter l'art de la dichotomie politique et judiciaire à un rang rarement atteint. Ainsi, lors des débordements en marge de la manifestation contre l'Aéroport de Notre Dame des Landes, les multiples exactions et dégradations commises par les groupuscules antifascistes ne se sont elles soldées que par l'arrestation de 14 personnes, sur plus de 1000 casseurs tout de même. Ce chiffre doit évidemment être mis en parallèle des nombreuses arrestations arbitraires commises lors des Manif pour Tous de 2012-2013 et, encore davantage, du Jour de Colère de Janvier dernier : 250 arrestations pour aucune dégradation.

Sur Nantes, les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus d'un million d'euros de dégradation sont à déplorer dans la Ville d'Anne de Bretagne, sans compter les préjudices moraux des commerçants et les blessures d'une dizaine de membres des forces de l'ordre. Pourtant, nul appel à dissolution, nulle invective assassine d'un Premier Ministre en mal de popularité : l'opprobre ira à la manifestation en elle-même, et non aux casseurs. Accusée de « complaisance » vis-à-vis des voyous, le discrédit rejaillit par la rhétorique sur la cause elle-même, pourtant soutenue par 56% de français.

Quelques jours plus tôt, c'était sur Rennes que ces milices gauchistes démontraient leurs talents de voyous en s'attaquant aux forces de l'ordre, à un commissariat et à des magasins environnants. Bilan : 4 interpellés, relâchés le lendemain... On se demande dès lors où est la « complaisance » ? Serait-elle du côté ministériel, sous la coupe d'un Valls prêt à tout pour discréditer ses opposants politiques ?



La violence au service du propos ne peut être cautionnée quand elle s'attaque aux outils de travail des honnêtes contribuables, à l'intégrité des membres des forces de l'ordre ou des passants. Cette hystérie gauchiste déshonore le combat politique, reléguant l'argumentation à la taille du poing et à la force du crochet : est-ce leur vision d'une société en marche vers l'avenir ? Est-ce leur vision d'un débat apaisé, où arguments et contre-arguments s'entrechoquent pour en faire ressortir la quintessence ?

Les camelots et, a fortiori, les royalistes, ne se sont jamais adonnés à ces bassesses politiques et militantes. En fervents maurrassiens, les royalistes d'aujourd'hui ont compris que l'avènement politique pour lequel il milite ne passera que par la victoire des idées, la mise à bas des dogmes démocratiques et l'abandon tant espéré de ce système corrompu et pourri, La Gueuse. La Justice doit donc aujourd'hui retrouver toute sa place, en condamnant avec fermeté les auteurs de ces ignominies et, plus encore, en dissolvant ces groupuscules d'extrême-gauche qui insultent, par leur absence d'intelligence, le combat politique.





Toute Nation a le gouvernement qu'elle mérite

Tirée des correspondances diplomatiques de l'écrivain Joseph de Maistre, cette pensée peut paraître quelque peu déroutante au premier abord. Nombre de royalistes la délaisse, n'osant s'en approcher de peur d'y découvrir quelque vérité dérangeante, quelque leçon qui laisserait un arrière goût désagréable de rappel à l'ordre... Pourtant, en prenant la peine de s'y intéresser de plus près, cette maxime apparaît comme un repère dans notre lutte royaliste, et bien plus encore : elle nous guide dans notre engagement comme un phare pour les navires perdus.

Car de cette maxime découle une évidence ignorée de bien des royalistes : le rétablissement de la monarchie en France n'est pas le précurseur, mais bien l'aboutissement d'une longue lutte contre la pourriture morale de notre Nation. Joseph de Maistre avait compris que le Roi de France ne remonterait sur le trône qu'au moment où une Nation unie et forte l'y appellerait. Pas avant. Et c'est bien là que le bât blesse ! Car la France n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été... Rongée par l'hédonisme et l'individualisme républicains, pourrie par l'arrivisme et l'égoïsme, pétrie de dogmes odieux et pervertie par un grand nombre d'idéologies nauséabondes, notre Nation souffre... Cette vision doit nous rappeler combien notre combat peut être rude et difficile : nous ne luttons pas contre des personnes, mais bien contre un système pervers, contre la décrépitude de notre Nation entamée il y a plus de 220 ans !

En premier lieu, à l'arrivisme et l'égoïsme républicains, les royalistes doivent opposer l'humilité et la charité. Cicéron écrivait dans son ouvrage *De officiis* que « le désir de gloire arrache la liberté d'âme vers laquelle doit tendre tous les efforts des hommes magnanimes ». Et ce à quoi Saint Thomas d'Aquin ajouta « que le propre d'une âme vertueuse est de mépriser la gloire pour le maintien de la justice »... On ne peut espérer rétablir des valeurs morales et sociales si l'on ne les applique même pas à notre personne ! La haine, l'aigreur et la violence n'ont pas leur place dans notre combat...

En second lieu, à la division et l'individualisme républicains, les royalistes doivent opposer leur unité. Or, aujourd'hui, nombre de patriotes se complaisent dans des querelles stériles, dans des luttes haineuses et gratuites qui n'ont d'autres conséquences que d'affaiblir le peu de force qui reste du patriotisme aujourd'hui. Saint Thomas d'Aquin disait « qu'une force est d'autant plus efficace qu'elle est unie »... Cette absence totale d'unité explique à elle seule les inéluctables désastres que subissent les trop rares initiatives royalistes.

Il faut comprendre que la chute de la France vient principalement de l'éclatement des individus, de l'isolement de ces derniers face aux difficultés quotidiennes. La structure familiale, véritable clé de voûte de la Nation, explose sous les coups de buttoirs de l'individualisme républicain. Alexis de Tocqueville écrivait dans son ouvrage *De la Démocratie en Amérique* : « Tant qu'a duré l'esprit de famille,

Plumes et talents divers, rejoignez PRO !

Voilà plus de trois ans que l'aventure de Prospectives Royalistes de l'Ouest se poursuit, faisant transparaître mensuellement la pensée royaliste dans les faits de l'actualité française. Notre équipe, bénévole et fière de l'être, a besoin de s'étoffer, de se renouveler pour donner aux lecteurs le meilleur, la crème de la pensée politique d'Action Française... Alors n'hésitez plus : si vous aimez la France, si vous aimez poser quelques lignes sur les événements qui rythment notre quotidien, envoyez vos articles et oeuvres à cette adresse franceroyle@live.fr





Aujourd'hui la république cultive cette culture de mort, persévère dans sa macabre quête de destruction de la famille. Implicite et indicible, cette volonté d'annihilation n'en est que plus perverse et odieuse. Royalistes, notre combat passe d'abord et avant tout dans la préservation de ce cadre familial, qui selon Tönnies, représente l'unité insécable de toute Nation, le pilier sur lequel repose toute l'unité d'un pays. Royalistes, cette maxime de Joseph de Maistre doit nous rappeler que l'unité et la vertu doivent être les piliers de notre engagement et de notre combat.

Royalistes, cherchons d'abord à ébranler ces dogmes individualistes et hédonistes, à détruire cette pourriture morale qui mène inexorablement la France vers les abîmes de l'histoire, à redonner à notre Nation son unité et des repères sociaux et moraux. L'avènement du Roi n'en sera que la suite logique et grandiose !

« Le Bien et le Salut d'une multitude réside dans le maintien de son unité » Saint Thomas

Vers une nouvelle agriculture française, par Jean Philippe Chauvin

« Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France » : cette citation célèbre de Sully, ministre du roi Henri IV, a-t-elle encore un sens aujourd'hui ? Certes, le Salon de l'Agriculture remporte chaque année un succès populaire indéniable mais de plus en plus on le visite comme on irait au zoo, c'est-à-dire en quête d'exotisme plus que de racines ; certes, il reste environ un million de personnes qui travaillent dans le secteur agricole mais de moins en moins en relation avec les saisons et les paysages et de plus en plus en fonction des cours des produits agroalimentaires ; certes, les productions agricoles françaises se vendent et s'exportent encore bien mais elles ne constituent plus qu'une part dérisoire du PIB français (environ 4 %)...

En fait, l'agriculture française est en crise, mais surtout elle semble douter d'elle-même, presque négligée par un Etat qui ne la considère que sous le seul angle économique quand il faudrait la penser sous les angles sociaux, environnementaux, voire même politiques, dans le cadre d'une stratégie à long terme et d'une politique d'aménagement du territoire dont les terroirs, les paysages et les sociétés locales humaines ne peuvent être absentes.

D'ailleurs, cette crise, qui provoque de nombreux drames dans le monde des exploitants agricoles (suicides nombreux, marginalisation sociale et isolement, endettements dangereux, arrachages d'arbres fruitiers ou abandon –et disparition- de cultures ou d'espèces végétales comme animales...), n'est que le prolongement ou la pratique d'une mondialisation qui uniformise plus encore qu'elle n'internationalise les



produits tirés de l'activité agricole, et d'une logique agroalimentaire qui privilégie les profits et les grandes quantités, souvent (même si cela souffre quelques belles exceptions) au détriment de la qualité et des traditions des terroirs et des communautés.



La logique de la société de consommation n'arrange rien en favorisant des formes de restauration rapide et bon marché qui dévalue les attitudes du bien manger et dévalorise la nourriture comme les arts de la table, les ramenant à une simple routine quantitative, trop sucrée, trop salée et trop grasse : du coup, les consommateurs sont peu sensibles, la plupart du temps, à la provenance ou à la qualité propre des produits alimentaires, n'en considérant que le prix ou le goût plaisant sans en mesurer les conséquences ni même les saveurs véritables...



Et pourtant ! La France est un pays d'une richesse absolument exceptionnelle, et ses terroirs, multiples et si variés, révèlent et recèlent des trésors qu'il serait dommage de laisser perdre ou s'oublier, que cela soit dans le domaine des vins, des fromages, des légumes ou des viandes, entre autres : la France est, disait-on jadis, un véritable jardin et ses 28 millions d'hectares de Surface agricole utile (mais quelques autres millions peuvent aussi permettre des activités agricoles, entre landes et forêts, par exemple) nous le rappellent, comme la diversité des produits qui en sont issus et que nous retrouvons, parfois, sur les marchés locaux. C'est une chance qu'il nous faut saisir ou, plutôt, ressaisir : le « pétrole vert » de la France, c'est bien l'agriculture ! Encore faut-il ne pas faire n'importe quoi, et ordonner les activités et les productions agricoles aux capacités et aux qualités des lieux, dans le respect des paysages et des climats qui sont, tout de même, les maîtres naturels d'une agriculture saine et appropriée à la pérennité des milieux. Cela nécessite de prêter plus d'attention aux modes de production eux-mêmes, et d'en limiter, autant que faire se peut, les inconvénients pour les terres comme pour les hommes.

Bien sûr, l'agriculture actuelle est productiviste et très mécanisée, très « chimique », mais ce n'est pas une fatalité et il est possible (et sans doute nécessaire, d'ailleurs) de la « désindustrialiser » sans pour autant faire s'effondrer les quantités produites nécessaires à la consommation nationale et à l'exportation : une réorientation de la formation professionnelle et de la production agricole est possible, comme l'a été, dans les années 50-60, la politique de modernisation qui, si elle a permis l'augmentation des quantités produites, a parfois négligé, gravement, les conséquences environnementales et culturelles. Il s'agit, non d'un retour en arrière, mais d'une meilleure prise en compte des conditions nécessaires à la pérennisation des milieux et de la présence agricole en France, partout où la terre peut donner à nourrir, mais aussi à vêtir et à installer (construction et ameublement, etc.), les hommes.

JP Chauvin

Rejoignez l'URBVM !



L'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire a besoin de vous : si vous aussi, vous aimez la France ; si vous aussi, vous voulez sortir du jeu des partis et des divisions ; si vous aussi vous souhaitez ardemment la grande Restauration Nationale dont la France a tant besoin, n'hésitez plus : rejoignez l'URBVM !

Plus de renseignements : urbvm@hotmail.fr